



Commission économique pour l'Europe**Comité des forêts et de l'industrie forestière**

Soixante-dix-huitième session

Genève, 4-6 novembre 2020

**Rapport du Comité des forêts et de l'industrie forestière
de la Commission économique pour l'Europe sur
sa soixante-dix-huitième session****I. Introduction**

1. La soixante-dix-huitième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique pour l'Europe (CEE) s'est tenue à Genève du 4 au 6 novembre 2020. Plus de 174 participants ont pris part aux séances. Face à la pandémie mondiale de COVID-19 et aux préoccupations de santé publique et contraintes qui s'ensuivaient, les séances officielles ont pu se tenir, à titre exceptionnel, selon des modalités presque exclusivement en ligne.

II. Participation

2. Étaient inscrites les délégations des 38 États membres de la CEE suivants : Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lituanie, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie, Turquie et Ukraine.

3. Les représentants des États non membres de la CEE ci-après ont participé à la session : Congo et Liban.

4. Des représentants de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission européenne ont participé à la session.

5. Des représentants des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies dont le nom suit ont participé aux travaux de la session : Banque mondiale, Forum des Nations Unies sur les forêts, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

6. Les organisations intergouvernementales dont le nom suit étaient également représentées : Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN).



7. Les représentants de 18 organisations non gouvernementales ont participé à la session.
8. Les représentants de 13 institutions éducatives étaient présents.
9. Les représentants de 16 entreprises et associations du secteur privé ont assisté aux séances.

III. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/TIM/2020/1.

10. Avant l'ouverture officielle de la session, les participants ont été invités à se joindre à l'inauguration virtuelle de l'exposition sur le thème « La biodiversité des forêts : un bien trop précieux pour le perdre », organisée conjointement par la CEE, la FAO, la Société russe de géographie et la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève. L'exposition est accessible à l'adresse : <https://unitednations.rgo.ru/>.

11. Le secrétariat a annoncé que le Président du Comité des forêts et de l'industrie forestière, M. Guy Robertson, avait prié la Vice-Présidente du Comité, M^{me} Maria Sokolenko, de présider les séances de la session se tenant le matin en raison des circonstances exceptionnelles qui imposaient une participation à distance et des décalages horaires qui en résultaient.

12. M^{me} Maria Sokolenko a ouvert la session et a présenté M^{me} Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la CEE.

13. M^{me} Algayerova a fait porter son intervention sur le thème retenu pour la session de 2020 du Comité des forêts et de l'industrie forestière, à savoir « Les forêts dans le contexte de la décennie d'action », et a invité les délégations à débattre de la façon dont les forêts et le secteur des forêts pourraient contribuer au relèvement au lendemain de la pandémie de COVID-19. En outre, elle a souligné l'importance que revêtent les travaux se rapportant à la restauration des paysages forestiers dans la région de la CEE et a remercié les pays d'Asie centrale et du Caucase de l'engagement dont ils ont fait preuve jusqu'ici en faveur des activités de restauration des paysages forestiers.

14. La Présidente a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté l'ordre du jour provisoire.

15. L'ordre du jour a été adopté sans modifications.

IV. Les forêts dans le contexte de la décennie d'action (point 2 de l'ordre du jour)

A. Exposé liminaire

Document(s) : ECE/TIM/2020/3.

16. M. Abduvokhid Zakhadullaev, Chef du Département chargé du développement des relations internationales et de l'écotourisme, au sein du Comité national des forêts de la République d'Ouzbékistan, a présenté le projet de stratégie en faveur de la restauration des paysages dégradés et de la mise en place d'infrastructures plus écologiques en Asie centrale et dans le Caucase. M. Zakhadullaev a évoqué des difficultés communes rencontrées dans le secteur forestier ouzbek et a prié le secrétariat d'apporter son soutien à l'élaboration de stratégies régionales et nationales.

17. Le Comité :

1. A salué les efforts déployés par les pays du Caucase et de l'Asie centrale pour restaurer les paysages forestiers ;
2. A pris note des travaux engagés sur le projet de stratégie en faveur de la restauration des paysages dégradés et de la mise en place d'infrastructures plus écologiques en Asie centrale et dans le Caucase ;

3. A invité les pays visés à examiner le projet de stratégie afin d'en parfaire le texte et dans l'optique de son adoption, et à faire part de leur décision à cet égard à la prochaine session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et de la Commission européenne des forêts (FEC) de la FAO, en 2021.

B. Table ronde sur la restauration des paysages forestiers

Document(s) : ECE/TIM/2020/Inf.2.

18. M^{me} Musonda Mumba, Présidente du Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers, a présenté les orateurs et a animé le débat.

19. M^{me} Elke Steinmetz, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire, a salué les efforts menés par les pays du Caucase et de l'Asie centrale en vue de restaurer les paysages forestiers et a évoqué le soutien sans faille que l'Allemagne apporte au Défi de Bonn et aux activités y afférentes. Elle a également souligné l'importance que revêtent la mise en œuvre et le suivi des activités de restauration des paysages forestiers.

20. M. Boris Erg, Directeur du Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, de l'UICN, a expliqué que certaines cibles et certains objectifs énoncés dans le Défi de Bonn avaient déjà été atteints, voire dépassés. Jusqu'ici, 65 pays se sont engagés au titre du Défi de Bonn, qui sera l'un des piliers de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes. M. Erg a fait observer que l'élaboration de stratégies nationales a son importance dans le renforcement des capacités nationales voulues pour restaurer les paysages dégradés ; il a félicité les pays d'avoir pris l'initiative d'élaborer une stratégie régionale dans le Caucase et l'Asie centrale.

21. M. Humberto Delgado Rosa, Directeur de Natural Capital, au sein de la Direction générale de l'environnement, à la Commission européenne, a expliqué le lien entre le pacte vert pour l'Europe et la restauration des paysages forestiers, s'agissant notamment de la préservation de la diversité biologique et de l'atténuation des changements climatiques. La Stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 présente elle aussi un grand nombre de liens avec la restauration des paysages forestiers, notamment l'objectif d'augmenter d'ici à 2030 la superficie des terres protégées. M. Delgado Rosa a souligné les problèmes qui se posent dans les forêts de tous les États membres de l'Union européenne, à savoir les pressions résultant des changements climatiques, la sécheresse, les parasites, les tempêtes, la gestion non viable, et a souligné l'importance que revêt la coopération régionale lorsqu'il s'agit de venir à bout de ces problèmes.

22. M^{me} Liubov Poliakova, Chef de la Division de la coopération internationale, des sciences et des relations publiques, à l'Agence nationale ukrainienne en charge des ressources forestières, a expliqué que le pays s'était fixé pour objectif d'accroître sa couverture forestière pendant la décennie à venir, et a précisé que cet objectif était inscrit dans les documents stratégiques majeurs ayant trait à la foresterie. L'Ukraine a étudié la superficie forestière qu'il était possible de restaurer, mais les difficultés liées à la réforme foncière en cours, l'absence de définition au niveau national de la dégradation des forêts et le défaut de financement mis à disposition au niveau international sont autant de facteurs qui ralentissent les travaux visant à déterminer le plein potentiel de restauration dont dispose le pays. L'oratrice a remercié le secrétariat de son appui aux activités menées actuellement en vue de restaurer les paysages forestiers, notamment l'organisation de la table ronde à l'échelle ministérielle sur la restauration des paysages forestiers et l'initiative ECCA30/Défi de Bonn pour l'Europe de l'Est et du Sud-Est, devant se tenir en 2021 et Turquie.

23. M^{me} Paola Agostini, Économiste principale chargée des questions d'environnement au pôle Environnement et Ressources naturelles des Pratiques mondiales de la Banque mondiale, a informé les délégations que le portefeuille de la Banque mondiale était de plus en plus étoffé dans le domaine de la restauration écologique. L'oratrice a souligné que la restauration des forêts et des paysages était capitale pour renforcer la résilience des écosystèmes, des sociétés et des infrastructures, et elle a mis en avant le texte, publié

récemment, dans lequel la restauration des paysages forestiers occupe une place centrale dans les efforts de relèvement au lendemain de la pandémie de COVID-19, notamment en ce qu'elle crée de nouveaux emplois dans les domaines de la préservation écologique et de la foresterie, entre autres. M^{me} Agostini a également exposé de quelle façon les pays d'Europe, du Caucase et d'Asie centrale pouvaient tirer avantage du Partenariat PROGREEN de la Banque mondiale, qui tend à créer des paysages plus durables et plus résilients.

24. Le Comité prend note des informations communiquées.

V. Contexte mondial et régional (point 3 de l'ordre du jour)

A. Forum des Nations Unies sur les forêts (2020)

25. M. Hossein Moeini-Meybodi, Spécialiste hors-classe des politiques forestières au Forum des Nations Unies sur les forêts, a fait part au Comité des résultats et décisions issus de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui était censé se tenir à New York, du 4 au 8 mai 2020. Du fait de la pandémie de COVID-19 et de l'annulation ou du report d'un grand nombre de réunions au Siège de l'ONU, des consultations s'étaient tenues selon des modalités virtuelles, et une résolution d'ensemble et des décisions de procédure avaient été adoptées le 30 juin à l'issue d'une procédure d'approbation tacite.

26. M. Moeini-Meybodi a également informé les participants des activités que le Forum menait actuellement et de celles qu'il avait prévu de mener, en particulier celles ayant trait à l'action au niveau régional, portant sur les thèmes ci-après devant être examinés à la session suivante du Forum :

1. Objectif d'ensemble 1 relatif aux forêts - mettre fin à la réduction du couvert forestier ;
2. Objectif d'ensemble 2 relatif aux forêts – renforcer les bienfaits économiques, sociaux et environnementaux liés aux forêts ;
3. Mobilisation des ressources financières et renforcement de la coopération scientifique et technique ; promotion de cadres de gouvernance propres à favoriser la mise en œuvre ; renforcement de la coopération, de la coordination et de la cohérence au service de la gestion durable des forêts.

27. Le Comité prend note des résultats issus de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, notamment du programme de travail établi pour 2021, et prie le secrétariat d'organiser, si possible, une manifestation en rapport avec les grands axes thématiques de la seizième session du Forum.

B. Vingt-cinquième session du Comité des forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

28. M. Ewald Rametsteiner, Secrétaire du Comité des forêts de la FAO, a fait porter son intervention sur les points suivants :

1. Résultats de la vingt-cinquième session du Comité des forêts, qui s'est tenue à Rome ainsi que selon des modalités virtuelles, du 5 au 9 octobre 2020 ;
2. Publication intitulée « La situation des forêts du monde 2020 » ;
3. Orientations des parties prenantes sur les forêts et la biodiversité ;
4. Solutions fondées sur la nature relatives aux forêts, et leur rôle dans la transformation des systèmes alimentaires ;
5. Orientations stratégiques.

29. Le Comité a pris note des informations communiquées.

C. Forum régional pour le développement durable dans la région de la CEE (2020)

30. M^{me} Monika Linn, Conseillère principale et Chef du Groupe du développement durable et du genre au Bureau de la Secrétaire exécutive de la CEE, a fait part d'informations sur les résultats du Forum régional pour le développement durable dans la région de la CEE, qui s'était tenu le 19 mars 2020, à Genève et selon des modalités virtuelles. L'oratrice a également mis en avant les initiatives de végétalisation des villes (« Trees in Cities Challenges »), présentées dans le cadre du Forum régional, et a tenu les participants au fait de ce qui était prévu pour le Forum régional suivant, en 2021. Enfin, elle s'est réjouie de la perspective de toute contribution du Comité, en particulier au sujet des objectifs de développement durable pertinents devant être examinés pendant la réunion.

31. Le Comité a accueilli avec satisfaction les informations communiquées et a prié le secrétariat de prêter son concours aux travaux de la session suivante du Forum régional pour le développement durable dans la région de la CEE (2021), par exemple en organisant une manifestation parallèle consacrée aux forêts ou en participant à une réunion-débat.

D. Forum politique de haut niveau pour le développement durable (2020)

32. Le secrétariat a informé les délégations des résultats du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui s'était tenu du 7 au 16 juillet 2020 selon des modalités virtuelles. Des informations sur le programme de la session de 2021 du Forum ont aussi été communiquées.

33. Le Comité a pris note des éléments dont il était fait part et a prié le secrétariat d'organiser, si possible, une manifestation pendant la session suivante du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (2021), qui serait consacrée à la contribution des forêts et des produits forestiers à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs y énoncés, en particulier les objectifs 12 et 13.

E. Rapport du Comité exécutif de la CEE sur l'établissement d'un éventuel accord juridiquement contraignant concernant les forêts en Europe

Document(s) : ECE/TIM/2020/Inf.3.

34. Le secrétariat a présenté les résultats de la consultation menée par le Comité exécutif de la CEE au sujet de l'établissement d'un éventuel accord juridiquement contraignant concernant les forêts en Europe. Le Comité a pris note des éléments communiqués.

VI. Table ronde sur la reconstruction en mieux des forêts

35. M^{me} Carina Håkansson, Conseillère principale à la Fédération suédoise des industries forestières et Présidente du Comité consultatif de la FAO sur les industries forestières durables (ACFSI), a rendu compte du rôle important que joue le secteur forestier dans la fourniture de produits durables et écologiques, en particulier durant la pandémie. Elle a appelé l'attention sur une déclaration de l'ACFSI dans laquelle est consacré le rôle essentiel de l'industrie forestière dans : i) la gestion des ressources forestières ; ii) la préservation des moyens de subsistance et des emplois verts ; iii) la fourniture des produits de santé et d'hygiène essentiels dans les efforts déployés en première ligne pour faire face à la pandémie ; iv) la fourniture d'énergies renouvelables ; v) l'appui aux systèmes alimentaires durables, vi) la fourniture de bois et d'autres services écosystémiques essentiels.

36. M^{me} Silvia Melegeri, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation européenne des scieries et de CEI-Bois (Confédération européenne des industries du bois), a présenté les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les industries du bois et les mesures de

riposte qui pourraient contribuer à y remédier. Elle a souligné que l'industrie du bois avait été touchée de diverses façons, avec des disparités régionales au sein de l'Europe. Elle a également fait observer qu'une autre crise du moment, à savoir l'infestation par le scolyte, avait de lourdes répercussions sur les marchés du bois d'œuvre et sur la santé des forêts. Elle a souligné les perspectives qui s'offraient de stocker le carbone dans les produits ligneux à durée de vie longue, tels que le bois employé dans la construction.

37. M. Brett Butler, chercheur forestier au Service des forêts des États-Unis, a fait un exposé sur les propriétaires forestiers privés et les organisations forestières privées. Il a fait observer que la classification des droits de propriété était capitale si l'on voulait comprendre la diversité des rôles et des situations des propriétaires forestiers, et prendre la mesure de leur motivation et de leur compréhension de la gestion des forêts. M. Butler a souligné qu'il était important de se pencher sur la réaction des propriétaires forestiers aux signaux du marché et aux signaux stratégiques.

VII. Économie et marchés forestiers (point 4 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/TIM/2020/4 et ECE/TIM/SP/50.

38. Le débat sur les marchés a été ouvert par la Présidente. Le secrétariat a présenté le thème du débat et a indiqué quelles étaient les informations de fond disponibles. L'on trouvera ci-après un résumé succinct des débats.

39. M. Tomáš Hlásny, maître de conférences à la Faculté des sciences forestières et du bois de l'Université tchèque de sciences de la vie de Prague, s'est exprimé sur l'infestation par le scolyte qui sévit actuellement en Europe centrale et sur l'évolution envisageable au cours des années à venir. M. Hlásny a fait observer que les changements climatiques et les pratiques du passé et actuelles en matière de sylviculture avaient contribué à la propagation de cette épidémie. Il a ajouté que nous n'avions certes pas la maîtrise directe des conditions climatiques mais que nous pouvions modifier la façon dont nous gérons les forêts, et renoncer progressivement aux forêts plantées en monoculture pour aller vers des forêts davantage en harmonie avec la nature. M. Hlásny a fait observer que les infestations par le scolyte étaient un problème mondial, qui requerrait des solutions à l'échelle mondiale.

40. M. Paul Jannke, Directeur de Forest Economic Advisors, a mis en parallèle les infestations par le scolyte en Europe centrale, d'une part, et ce qui s'était passé lors de l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie britannique et les enseignements qui en avaient été tirés, d'autre part. M. Jannke a relevé les similitudes entre les deux phénomènes, avec en premier lieu une surabondance de coupes de récupération, suivie d'une pénurie. L'épidémie qui sévissait en Europe centrale était passée par les mêmes étapes que celles observées en Colombie britannique. Toutefois, deux différences étaient constatées entre les deux événements : la « durée de vie » bien plus courte des grumes en Europe (du fait des climats plus chauds) et les conditions de marché, meilleures actuellement que la plupart du temps qu'avait duré l'infestation en Colombie britannique. La demande non satisfaite de logements dans les pays développés et la demande croissante en produits forestiers dans les régions qui généralement importent depuis l'Europe devraient rester soutenues tout au long de la présente décennie. De plus, M. Jannke a évoqué la forte demande en solutions novatrices à faible émission de carbone pour la construction, telles que le bois lamellé-croisé, comme autre moteur de la demande.

41. M^{me} Sabrina Pedrono, Présidente-Directrice générale de France Douglas, a expliqué de quelle façon la France était devenue le troisième plus grand producteur de sapins de Douglas à l'échelle mondiale. M^{me} Pedrono a expliqué le rôle que le sapin de Douglas avait joué en France dans le reboisement. Le pays comptait actuellement 420 000 hectares (120 millions de mètres cubes) de sapins de Douglas, essentiellement dans le Massif central. Cette espèce était robuste en France, et elle présentait un taux de croissance satisfaisant et une bonne résistance aux agents pathogènes. Le pin de Douglas représentait un peu plus d'un million de mètres cubes de la production française de sciages et, selon les projections, ce volume atteindrait 2,5 millions de mètres cubes d'ici à 2040.

42. M. Reginald Fay, Analyste en foresterie chez Mason, Bruce and Girard, a fait un exposé sur les incendies de forêt survenus récemment en Amérique du Nord et sur leurs effets à court terme et à long terme. M. Fay a recensé les incidents qui avaient ravagé l'Ouest des États-Unis au cours de l'année, et a expliqué que les causes en étaient une combinaison de phénomènes d'origine humaine et d'origine naturelle (foudre). Il a fait observer que les incendies provoqués par l'homme étaient plus fréquents, mais que les incendies causés par la foudre avaient dévasté une plus grande superficie. À l'instar de l'infestation par le scolyte, les incendies semblaient être la conséquence des changements climatiques et des pratiques forestières, notamment d'un siècle de lutte contre les incendies. Les déchets d'exploitation avaient pris du volume dans les forêts du fait de la lutte contre les incendies à long terme ; au lieu de cela, on aurait pu permettre aux feux de sol de faible intensité de se consumer, et laisser ainsi les déchets d'exploitation se consumer. Actuellement, les incendies étaient bien alimentés et donc brûlaient à forte intensité, détruisant même de grands arbres résistants au feu. De plus, faute de récolte dans de nombreuses parties de l'Ouest des États-Unis, les combustibles s'étaient accumulés dans la forêt. Une action concertée était menée actuellement afin de sauver autant de bois que possible.

43. M. Sebastian Glasenapp (Allemagne) a tenu les participants informés des activités menées actuellement au niveau national en vue d'aider le secteur forestier et l'industrie de la transformation du bois du pays à surmonter les effets néfastes de l'infestation par le scolyte et les difficultés économiques du moment.

44. Plusieurs États membres ont produit des rapports de situation sur l'action menée en vue d'aider les propriétaires de forêts dans la lutte contre l'infestation actuelle par le scolyte, et sur la situation actuelle de leur industrie forestière et le fait que la pandémie de COVID-19 n'avait pas eu de retentissements aussi forts qu'escompté sur le secteur forestier.

45. Les discussions tenues sur les marchés peuvent être synthétisées comme suit : les marchés de produits forestiers étaient demeurés résilients jusqu'ici, en dépit des effets de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les changements climatiques combinés avec les pratiques, passées et actuelles, en matière de gestion des forêts faisaient peser, à une échelle mondiale, une menace croissante sur nos forêts, et nécessitaient des solutions mondiales.

46. M^{me} Carina Håkansson, Conseillère principale à la Fédération suédoise des industries forestières et Présidente du Comité consultatif de la FAO sur les industries forestières durables (ACSFI), a accueilli avec satisfaction les informations communiquées dans la déclaration sur la situation du marché et a déclaré que son organisation ne demandait qu'à collaborer avec les pouvoirs publics, le secrétariat et les autres parties prenantes de la région pour soutenir davantage les pays dans la réalisation de leur ambition d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 et de passer à une bioéconomie circulaire durable.

47. Il a été rendu compte dans la déclaration sur la situation du marché des aperçus du marché et des débats qui avaient suivi et avaient porté sur les principales évolutions et les moteurs du changement pour les secteurs forestiers de la région. Le texte de la déclaration a été revu par un comité de rédaction.

48. Le Comité a approuvé la déclaration sur la situation du marché telle qu'elle figure en annexe au présent document.

VIII. Examen stratégique du Programme de travail intégré de Varsovie (point 5 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/TIM/2020/7 et ECE/TIM/2019/2-FO:EFC/2019/2.

49. Le secrétariat a informé les délégations de l'état d'avancement de l'examen stratégique du Programme de travail intégré de Varsovie pour la période 2018-2021 et a présenté les résultats de l'enquête menée auprès des parties prenantes et les éléments propres à susciter d'autres contributions au Programme de travail intégré de Varsovie pour la période 2022-2025 et à alimenter les débats s'y rapportant.

50. M. Matthias Dieter (Allemagne) a pris bonne note des avantages que pouvait présenter la fusion de l'Équipe de spécialistes du bois-énergie et de l'Équipe de spécialistes des

statistiques des produits forestiers, mais a aussi fait observer que l'étendue des travaux serait considérable si la fusion devenait effective. Cette fusion pouvait avoir des répercussions néfastes sur la mise au point de systèmes de notification, et compromettre la communication d'informations sur le bois-énergie du fait que, dans l'équipe fusionnée, les experts de ce domaine seraient en nombre bien inférieur à celui des experts des produits forestiers. M. Dieter a suggéré de consulter les membres du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières avant de procéder à la fusion. Il a invité le secrétariat à renommer l'Équipe de spécialistes des produits forestiers durables de sorte que sa nouvelle appellation rende compte de la portée de ses travaux (les marchés, par exemple).

51. M. Youssef Elkei (États-Unis d'Amérique) a exprimé son soutien au projet de Programme de travail intégré de Varsovie, s'agissant en particulier des travaux sur les dommages causés aux forêts et sur les forêts boréales, et a demandé que le terme « bioéconomie circulaire » soit remplacé par une formulation plus souple, qui englobe un plus vaste ensemble de préoccupations liées à la viabilité (voir par exemple par. 10 g), 16 a), 19 j) et 24 h) du document ECE/TIM/2020/7).

52. M. Gerben Janse (Suède) a demandé que la définition de ce qu'il faut entendre par « main-d'œuvre du secteur forestier » dans le projet de Programme de travail intégré de Varsovie soit élargie de sorte qu'elle tienne compte du vaste éventail des emplois du secteur forestier dans le contexte d'une économie verte. En outre, il a souligné l'appui de la Suède à l'inclusion des questions de genre et du respect des droits des personnes handicapées dans le programme de travail. Il a suggéré que le secrétariat établisse un document de fond sur les moyens de renforcer les synergies entre les Équipes de spécialistes et le présente à la session suivante du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières. M. Janse a fait observer que s'il devait être mis fin aux travaux de l'Équipe de spécialistes des emplois verts du secteur forestier, il faudrait alors trouver un autre moyen de traiter la question.

53. M. Andrzej Talarczyk (Pologne) a souligné qu'il était important de poursuivre les travaux ayant trait aux études sur les perspectives du secteur forestier et d'axer ces travaux sur le renforcement des capacités et la mise en commun des données d'expérience une fois l'étude en cours publiée. Il a également souligné qu'il était important que, dans le nouveau Programme de travail intégré de Varsovie, il soit rendu compte du potentiel que représentent les forêts dans l'optique d'un relèvement soutenu après la pandémie de COVID-19, ainsi que des solutions fondées sur la nature qui en découlent. M. Talarczyk a invité le secrétariat à faire mention plus expressément des résultats dans la structure actuelle du Programme de travail intégré de Varsovie, et a suggéré d'inclure dans le Programme de travail intégré des activités visant à faciliter une plus large diffusion de l'information et des résultats grâce à des modalités de communication appropriées et à une meilleure utilisation des technologies de l'information.

54. M. Michal Synek (République tchèque) a fait part des préoccupations que soulevaient la fusion de l'Équipe de spécialistes du bois-énergie et de l'Équipe de spécialistes des statistiques des produits forestiers, étant donné le peu de synergies existant entre les activités menées par ces deux équipes.

55. M. Johannes Hangler (Autriche) a salué la prestation, par la FAO, du service de l'Équipe de spécialistes de la communication dans le secteur forestier (Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier), mais a souligné qu'il devrait en être rendu compte comme il se doit dans le Programme de travail intégré de Varsovie.

56. Le projet de Programme de travail intégré de Varsovie et sa structuration en fonction des quatre grands domaines d'activité, y compris les activités ayant trait aux études sur les perspectives du secteur forestier et aux perturbations des forêts, ont été accueillis favorablement dans l'ensemble. Le Comité a demandé :

1. Que le secrétariat se concerte avec le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières au sujet de la fusion de l'Équipe de spécialistes du bois-énergie et de l'Équipe de spécialistes des statistiques des produits forestiers ;

2. Que, dans le Programme de travail intégré de Varsovie, soit adoptée une formulation plus souple de l'économie circulaire et qu'il soit fait mention plus largement des préoccupations liées à la viabilité au regard de la gestion des ressources naturelles ;
3. Qu'il y soit fait mention du rôle des forêts en tant que solutions fondées sur la nature dans le contexte du relèvement après la pandémie de COVID-19, le but étant d'accroître la résilience de la société ;
4. Que soient énoncés clairement, dans le Programme de travail, les résultats attendus en lien avec les activités ;
5. Que soient inscrites, dans le Programme de travail, des activités favorisant une plus large diffusion de l'information et des résultats, grâce à des modalités de communication appropriées et à une meilleure utilisation des technologies de l'information ;
6. Que le secrétariat établisse un document de fond sur la façon de renforcer les synergies entre les Équipes de spécialistes, pour présentation à la prochaine session du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières ;
7. Que le secrétariat se penche sur d'autres modalités permettant de poursuivre le travail entrepris sur les emplois verts, au cas où il devrait être mis fin aux activités de l'Équipe de spécialistes des emplois verts du secteur forestier.

57. Le Comité a décidé des ajustements à apporter à la feuille précédemment approuvée, telle qu'elle figure dans le document ECE/TIM/2019/2-FO:EFC/2019/2, ajustements qui s'imposaient du fait de la pandémie de COVID-19.

IX. Rapports présentés et activités mises en œuvre au titre du Programme de travail intégré de Varsovie pour 2018-2021 et décisions en la matière (point 6 de l'ordre du jour)

A. Examen des activités menées en 2020 et activités prévues pour 2021

Document(s) : ECE/TIM/2020/5 et ECE/TIM/2020/9.

58. Le secrétariat a informé les délégations des activités mises en œuvre en 2020 et a présenté une liste provisoire de réalisations concrètes, publications et activités pour 2021.

59. La délégation allemande s'est dite favorable à la poursuite de la recherche de possibilités de chaînes de valeur fondées sur le bois pour la bioéconomie circulaire, et a encouragé le secrétariat et Eurostat à coopérer sur le bois-énergie, compte tenu du nombre croissant d'activités dans ce domaine (notification de l'information sur l'énergie-bois en application du Règlement (UE) sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat), ainsi qu'à œuvrer en faveur d'une plus grande visibilité de l'Enquête conjointe sur le bois-énergie.

60. M. Jeremy Wall (Union européenne) a suggéré que le secrétariat envisage d'élargir l'expression « foresterie urbaine » à l'interdépendance des zones rurales, urbaines et périurbaines, de leurs arbres, des économies fondées sur les forêts et des populations.

61. La délégation polonaise a réaffirmé son soutien à l'inclusion des forêts et arbres urbains dans le Programme de travail intégré de Varsovie, en considération de leur potentiel pour un relèvement vert après la pandémie de COVID-19, des solutions fondées sur la nature pour remédier aux changements climatiques, et de leur contribution à la réalisation des objectifs de développement durable.

62. La délégation autrichienne a exprimé son soutien aux activités prévues pour 2021 et s'est dite prête à apporter un appui en nature au projet d'évaluation des dommages causés aux forêts dans la région de la CEE, et disposée à accueillir une conférence finale sur ce projet en Autriche.

63. M. Christoph Dürr (Suisse) a fait part de son soutien aux travaux sur les arbres et forêts urbains pour le cycle suivant du Programme de travail intégré de Varsovie.

64. M^{me} Liubov Poliakova (Ukraine) a suggéré d'apporter des précisions sur les contextes dans lesquels les arbres et forêts urbains pourraient être inclus dans le prochain Programme de travail intégré de Varsovie.

65. M^{me} Maria Sokolenko (Fédération de Russie) a suggéré que le secrétariat envisage d'établir une note d'information sur le rôle des forêts dans le renforcement de la résilience et du relèvement après la pandémie de COVID-19. Elle a indiqué que la Fédération de Russie était aussi favorable à ce qu'une plus grande attention soit portée aux forêts urbaines et périurbaines dans le prochain Programme de travail intégré de Varsovie, et a suggéré que le rôle des forêts soit davantage mis en lumière.

66. Le Comité :

1. A approuvé les activités pour 2021 telles qu'elles figurent dans le document ECE/TIM/2020/5 ;
2. A considéré l'importance que revêtent les arbres et forêts urbains pour la réalisation des objectifs énoncés dans les grands accords internationaux et mondiaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable y énoncés, ainsi que leur contribution à l'atténuation des changements climatiques ;
3. A considéré l'importance du renforcement, grâce aux arbres et forêts urbains, de la résilience pendant le relèvement faisant suite à la pandémie de COVID-19, et a recommandé, à cet égard, d'envisager d'inscrire la question dans le Programme de travail intégré de Varsovie pour la période 2022-2025, avec mention expresse de la pertinence des arbres et forêts urbains pour le relèvement après la COVID-19 et en considération de leur potentiel d'atténuation des changements climatiques ;
4. A recommandé de renforcer l'initiative de végétalisation des villes « Trees in Cities Challenge » en la reliant à d'autres processus et initiatives pertinents aux niveaux mondial, régional et local, et de présenter cette initiative aux publics concernés.

B. Projet de programme de travail du sous-programme des forêts et de l'industrie forestière pour 2021

Document(s) : ECE/TIM/2020/6.

67. Le secrétariat a présenté le projet de programme de travail du sous-programme des forêts et de l'industrie forestière pour 2021.

68. Le Comité a adopté le projet de programme de travail du sous-programme des forêts et de l'industrie forestière pour 2021 et l'a recommandé au Comité exécutif pour approbation.

C. Établissement de rapports sur la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale

Document(s) : ECE/TIM/2020/8.

69. Le secrétariat a présenté un aperçu des activités de renforcement des capacités en matière d'établissement de rapports nationaux dans le Caucase et en Asie centrale, et fait porter son exposé sur les résultats et le processus de mise en œuvre du projet commun à la CEE et à la FAO de renforcement des capacités, intitulé « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale ». Mis en œuvre au cours de la période 2016-2020, ce projet était financé par la dixième tranche du Compte de l'Organisation des Nations Unies pour le développement. Ce projet a eu pour principaux résultats l'élaboration d'ensembles nationaux d'indicateurs pour la gestion durable des forêts dans les cinq pays visés par le projet, et la mise au point de méthodes et de fiches d'information pour la mise en

œuvre des critères et indicateurs à l'appui d'une gestion nationale durable des forêts et pour la prise de décisions dans ce domaine. En outre, le projet a considérablement contribué au renforcement de la coopération à l'échelle régionale et à la diffusion des connaissances sur la région et ses forêts, à travers un ensemble de publications et d'autres supports de communication.

70. M^{me} Yeva Danielyan, Spécialiste principale au Centre d'hydrométéorologie et de surveillance (organisation publique non commerciale) au sein du Service de surveillance des forêts, a présenté dans les grandes lignes les résultats du projet du Compte de l'ONU pour le développement en Arménie et a tenu les participants au fait des plans de mise en œuvre de l'ensemble de critères et d'indicateurs nationaux en matière de gestion durable des forêts, y compris les modifications éventuelles à apporter au Code des forêts. M^{me} Danielyan a souligné l'importance que revêtent les futurs travaux de recherche s'agissant de faciliter la mise en œuvre de ces critères et indicateurs.

71. M. Carl Amirgulashvili, Chef du Département de la biodiversité et de la foresterie au Ministère géorgien de la protection de l'environnement et de l'agriculture, a présenté dans les grandes lignes les résultats du projet du Compte de l'ONU pour le développement en Géorgie. Il a informé le Comité que la mise au point de l'ensemble de critères et d'indicateurs nationaux en matière de gestion durable des forêts était désormais achevée, qu'il en était déjà rendu compte dans le Code national des forêts, et que son adoption en tant que règlement administratif spécial relevant du Code était déjà prévue.

72. M. Kairat Yegezhhanov, Expert principal au Service des zones protégées, au sein du Comité des forêts et de la faune du Ministère de l'écologie, de la géologie et des ressources naturelles de la République du Kazakhstan, a présenté dans les grandes lignes le projet du Compte de l'ONU pour le développement au Kazakhstan. L'ensemble de critères et d'indicateurs nationaux en matière de gestion durable des forêts est considéré comme un outil important pour la communication des informations concernant l'application du projet de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique au Kazakhstan jusqu'en 2030.

73. M^{me} Siuzanna Seideeva, Spécialiste en chef au Département de la gestion durable des forêts, au Kirghizistan, a présenté dans les grandes lignes le projet du Compte de l'ONU pour le développement au Kirghizistan. L'ensemble de critères et d'indicateurs nationaux en matière de gestion durable des forêts constituera, à l'avenir, un outil important pour la détermination des étapes suivantes de la stratégie forestière. M^{me} Seideeva a tenu les délégations au fait des projets de soumission de l'ensemble de critères et d'indicateurs à l'Agence nationale pour la protection de l'environnement et la foresterie.

74. M. Abdvokhid Zakhadullaev, Chef du Département des relations internationales et du développement de l'écotourisme au Comité d'État de la République d'Ouzbékistan pour la gestion forestière, a présenté dans les grandes lignes les résultats du projet du Compte de l'ONU pour le développement en Ouzbékistan. M. Zakhadullaev a tenu le Comité informé du processus en cours visant à adopter la résolution sur l'application en pratique des critères et indicateurs mis au point pour la gestion durable des forêts, adoption envisagée en mars 2021.

75. Les délégations ont accueilli avec satisfaction les informations qui leur avaient été communiquées et ont félicité les pays visés par le projet des résultats obtenus. M. Andrzej Talarczyk (Pologne) a constaté que le projet était un bon exemple d'activité de renforcement des capacités et qu'il consolidait la coopération régionale. L'intervenant a recommandé de poursuivre le travail engagé sur les systèmes d'information sur les forêts. M^{me} Aysel Rzaeva (Azerbaïdjan) a accueilli avec satisfaction les progrès réalisés dans le renforcement des capacités des pays de la région, et a fait part de la volonté de l'Azerbaïdjan de poursuivre et développer davantage la coopération ainsi mise en place.

76. Le Comité :

1. A pris note des informations communiquées et s'est déclaré satisfait des résultats obtenus avec le projet ;
2. A invité les États membres à soutenir les pays du Caucase et de l'Asie centrale et des autres sous-régions de la CEE dans l'élaboration de systèmes nationaux

de notification sur la gestion durable des forêts, et à appuyer la diffusion des résultats du projet selon que de besoin ;

3. A demandé que le secrétariat continue d'apporter son soutien aux États membres dans le renforcement de leur capacité à surveiller la gestion durable des forêts, à l'évaluer et à en rendre compte.

D. Contribution à l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 (FRA2020) et à l'établissement du Rapport paneuropéen sur les forêts et la gestion durable des forêts 2020

Document(s) : ECE/TIM/2020/10.

77. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants se sont penchés sur les principaux résultats de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 de la FAO et du Rapport paneuropéen CEE/FAO/Forest Europe sur les forêts et la gestion durable des forêts 2020. Ces deux processus - l'Évaluation et l'élaboration du Rapport - avaient été coordonnés et menés par la FAO, la CEE et Forest Europe, avec le concours d'autres organisations œuvrant dans le domaine des forêts.

78. M. Anssi Pekkarinen, Responsable principal de la foresterie et Chef d'équipe à la FAO, a donné un aperçu des principaux résultats de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020, et fait porter son intervention sur la situation et les tendances dans la région de la CEE. Il a décrit dans les grandes lignes le processus général d'établissement du rapport, qui s'était déroulé avec la participation d'un grand nombre d'organisations mondiales et régionales et d'experts internationaux et nationaux. M. Pekkarinen a insisté sur le rôle capital qu'avaient joué les pays et les correspondants nationaux dans ce processus. L'exposé avait été préparé en coopération avec la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois.

79. M. Rastislav Raši, Spécialiste des politiques au sein du groupe de liaison de Forest Europe à Bratislava, a présenté les principaux résultats du rapport conjoint Forest Europe/CEE/FAO sur les forêts et la gestion durable des forêts dans la région paneuropéenne et du rapport de Forest Europe sur l'état des forêts en Europe 2020, qui avait été structuré en fonction de l'ensemble révisé de critères et d'indicateurs de Forest Europe pour la gestion durable des forêts. M. Raši a informé le Comité que le lancement du rapport avait été retardé en raison du report de la Conférence ministérielle, qui devait initialement se tenir à la fin du mois d'octobre 2020.

80. M. Roman Michalak, de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois, a fait un exposé, préparé en coopération avec M. Anssi Pekkarinen (FAO), sur ce qui était prévu pour la diffusion des données mondiales et régionales recueillies durant le cycle d'établissement de rapports de 2020. M. Michalak a insisté sur l'importance que revêtait la poursuite de la coopération entre les organisations partenaires et les mécanismes, y compris pour la diffusion des résultats.

81. Les participants ont apprécié au plus haut point l'organisation efficace du processus et salué les résultats obtenus par les secrétariats et les experts ayant contribué au bon déroulement des travaux. Au sujet des activités d'établissement de rapports prévues pour 2021, les délégations ont souscrit à l'orientation donnée aux travaux, à savoir la recherche de nouvelles solutions pour la collecte et la visualisation des données.

82. Le Comité :

1. A pris note avec satisfaction de l'achèvement du cycle de 2020 d'établissement de rapports sur les forêts et la gestion durable des forêts dans la région de la CEE ;
2. S'est félicité des résultats obtenus et des modalités de travail collaboratif mises en place par les organisations et les mécanismes en jeu ;
3. A souligné l'importance que revêt la diffusion à vaste échelle des informations recueillies sur l'état des forêts et la gestion durable des forêts dans la région ;

4. A prié le secrétariat de poursuivre les travaux engagés sur la diffusion des résultats, en particulier auprès des publics extérieurs au secteur forestier.

X. Plan d'évaluation pour 2022 (point 7 de l'ordre du jour)

83. Le secrétariat a présenté une proposition concernant l'évaluation du sous-programme prévue pour 2022.

84. Le Comité a décidé que le secrétariat évaluerait la pertinence de la Revue annuelle du marché des produits forestiers par rapport aux besoins des États membres et aux difficultés rencontrées dans le secteur forestier.

XI. Élection du Bureau (point 8 de l'ordre du jour)

85. La Présidente a pris note du départ de M. Vardan Melikyan (Arménie) du Bureau du Comité des forêts et de l'industrie forestière, et l'a remercié, au nom des collègues membres du Bureau, pour sa précieuse contribution aux travaux du Comité des forêts et de l'industrie forestière ainsi qu'aux activités menées par le Bureau.

86. Les personnes dont le nom suit ont été élues pour exercer leurs fonctions jusqu'à la fin de la soixante-dix-neuvième session : M^{me} Maria Sokolenko (Fédération de Russie) en qualité de Présidente, et M. Guy Robertson (États-Unis), M^{me} Marta Gaworska (Pologne) et M. Peter Blombäck (Suède) en qualité de Vice-Présidents.

87. Les participants ont remercié chaleureusement M. Robertson pour son excellent travail et sa direction éclairée du Comité, et ont souhaité la bienvenue à M^{me} Sokolenko en sa qualité de future Présidente, et à M. Blombäck en sa qualité de futur Vice-Président.

XII. Date et lieu de la prochaine session (point 9 de l'ordre du jour)

88. Le Président a informé les délégations qu'à la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO tenue en novembre 2019 à Genève, il avait été décidé que la soixante-dix-neuvième session du Comité se tiendrait conjointement avec la Commission européenne des forêts de la FAO en 2021.

89. Au nom du Gouvernement turc, M. Umit Turhan a fait part de l'offre de la Turquie d'accueillir la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO en 2021.

90. Le Comité a accueilli favorablement la proposition ainsi faite et a prié la Turquie de reprendre contact avec le secrétariat du Comité et de la Commission en temps utile au sujet du lieu et de la date exacts, dont le Bureau du Comité et le Bureau exécutif de la Commission devaient convenir.

XIII. Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

91. M^{me} Aysel Rzaveva a fait une déclaration au nom de l'Azerbaïdjan.

92. M^{me} Irina Ghaplanyan a fait une déclaration au nom de l'Arménie.

XIV. Adoption du rapport et clôture de la session (point 11 de l'ordre du jour)

93. Le Comité a adopté le présent rapport en séance.

94. Le Président a remercié les délégations de leurs contributions à l'établissement du présent rapport. Le secrétariat a annoncé aux participants que la version finale, éditée, du rapport serait publiée sous peu.
95. La session a été close le vendredi 6 novembre 2020, à 15 h 45.

Annex

[English only]

Forest Products Market Statement**I. Overview of forest products markets in 2019 and 2020**

1. Despite relatively good economic growth, overall consumption of forest products in the ECE region decreased slightly in 2019 compared to 2018, with consumption decreasing for industrial roundwood, sawnwood, wood-based panels and pulp and paper. This was largely the result of Europe and North America, as the countries of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia (EECCA) showed relatively good growth in the consumption of sawnwood (5%), with only industrial roundwood showing a reduction in consumption. It should be kept in mind that growth showed positive for all products other than pulp and paper when compared to 2015 (table 1). In the Russian Federation roundwood removal are expected to decline from 2019 to 2020 due to expected declines in forest products production.

2. The year 2020 started as a continuation of 2019 until the COVID-19 pandemic impacted the ECE region. Anecdotally and based on information given at the 2020 Market Discussions, the forest sector appears less affected by COVID-19 than many other industries; it was deemed essential by many governments and thus continued to operate during lockdown and at least in the short term there has been better than expected demand for most forest products, especially after the end of the first half of the year. Information given at the 2020 Market Discussions indicate that demand for forest products is high and will remain so, barring any dire changes. Demand for housing and from growing economies should ensure strong consumption of forest products through the decade. In addition, demand for innovative construction solutions, such as cross-laminated timber (CLT) is increasing exponentially (forecasted to double in the US between 2020 and 2024)

Table 1

Apparent consumption of industrial roundwood, sawnwood, wood-based panels and paper and paperboard in ECE region, 2015-2019

| | Thousand | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Change (volume) 2018-2019 | Change (%) 2018-2019 | Change (%) 2015-2019 |
|-----------------------------|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Industrial roundwood | | | | | | | | | |
| Europe | m ³ | 401,548 | 410,042 | 409,358 | 441,652 | 424,913 | -16,739.7 | -3.8 | 5.8 |
| EECCA | m ³ | 185,471 | 194,721 | 198,419 | 226,348 | 213,170 | -13,177.9 | -5.8 | 14.9 |
| North America | m ³ | 494,222 | 516,384 | 513,350 | 534,285 | 522,862 | -11,423.8 | -2.1 | 5.8 |
| ECE region | m ³ | 1,081,241 | 1,121,148 | 1,121,127 | 1,202,286 | 1,160,944 | -41,341.3 | -3.4 | 7.4 |
| Sawnwood | | | | | | | | | |
| Europe | m ³ | 103,760 | 107,552 | 110,809 | 112,780 | 112,393 | -387 | -0.3 | 8.3 |
| EECCA | m ³ | 17,219 | 16,689 | 17,792 | 17,039 | 17,890 | 850 | 5.0 | 3.9 |
| North America | m ³ | 112,603 | 117,570 | 118,392 | 120,097 | 117,491 | -2,605 | -2.2 | 4.3 |
| ECE region | m ³ | 233,582 | 241,811 | 246,992 | 249,916 | 247,774 | -2,142 | -0.9 | 6.1 |
| Wood-based panels | | | | | | | | | |
| Europe | m ³ | 68,738 | 72,065 | 74,556 | 77,019 | 76,378 | -641 | -0.8 | 11.1 |
| EECCA | m ³ | 17,131 | 16,687 | 18,351 | 21,198 | 21,326 | 128 | 0.6 | 24.5 |
| North America | m ³ | 53,073 | 54,270 | 56,603 | 54,771 | 53,060 | -1,711 | -3.1 | 0.0 |
| ECE region | m ³ | 138,943 | 143,023 | 149,511 | 152,988 | 150,765 | -2,223 | -1.5 | 8.5 |
| Paper and paperboard | | | | | | | | | |
| Europe | m.t. | 88,365 | 88,407 | 89,396 | 88,949 | 85,466 | -3,483 | -3.9 | -3.3 |
| EECCA | m.t. | 9,106 | 9,561 | 9,507 | 10,016 | 10,052 | 36 | 0.4 | 10.4 |
| North America | m.t. | 75,651 | 75,602 | 75,037 | 74,445 | 71,835 | -2,609 | -3.5 | -5.0 |
| ECE region | m.t. | 173,123 | 173,571 | 173,940 | 173,410 | 167,353 | -6,056 | -3.5 | -3.3 |

Note: Sawnwood includes sleepers after 2016.

Source: FAOSTAT, 2020; UNECE/FAO, 2020.

A. Economic developments with implications on the forest sector

3. Economic activity decelerated markedly in the ECE region in 2019. The deceleration was generalised and affected all subregions, against a general background of increasing trade tensions, slower global growth and increased uncertainty. This adverse external context depressed manufacturing and dampened capital spending, affecting particularly those economies that are more exposed to global trade. In the euro area, the contribution of external demand to growth continued to decline. In the United States, weaker domestic demand explained the deceleration. By contrast, in the EECCA countries, external factors played a determinant role in the observed slowdown. In early 2020, the COVID-19 pandemic and the confinement measures enacted to arrest its spread inflicted a devastating blow across the region and beyond. Countries with sizeable service sectors were hit particularly strongly. In the EECCA countries, depressed commodity prices added to the contractionary forces, despite some recovery from previous lows. Efforts to contain the pandemic have yielded different degrees of success across the region but the economic outlook remains uncertain.

4. Developments in the labour market remained positive in 2019. The unemployment rate in the euro area reached pre-crisis levels and differences across countries in the monetary union narrowed. After years of tightening labour markets, the recourse to temporary work declined. However, a loss of momentum could already be seen in late 2019, in line with the weakening of the economy. In the EECCA countries, unemployment reached new lows.

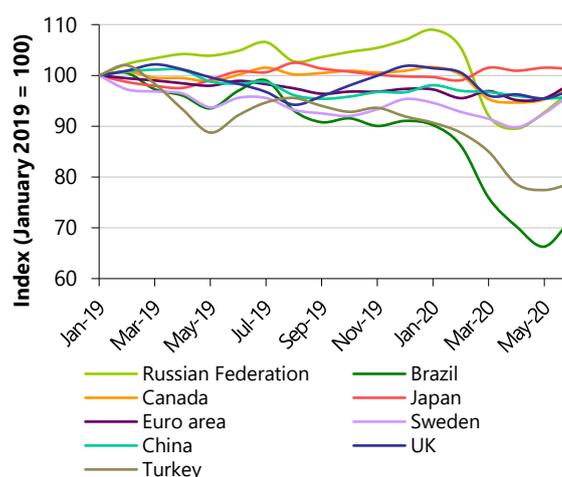
These benign developments ended abruptly with the COVID-19 pandemic. Service sectors hit by the crisis are particularly employment intensive. In the European Union (EU), the increase in unemployment in early 2020 has been limited by government funded job retention schemes, in sharp contrast with the United States, where the unemployment rate reached double digits in the second quarter of 2020, putting an end to a decade of employment creation. While the permanent effects on employment are still difficult to predict, a higher dispersion of unemployment rates across the EU seems likely, reflecting the differentiated impact of the crisis.

5. Despite rising wage costs, the impact on inflation remained muted, which contributed to an increase of the purchasing power of households. In the EU, the pace of household real income growth accelerated but this was driven to a larger extent than in the past by increases in wages rather than employment, thus having a lower impact on consumption. In the euro area, the household saving rate rose steadily in 2019, and soared in early 2020, as countries started to introduce COVID-19 containment measures. In the United States, the saving rate was flat in 2019 but skyrocketed in early 2020. Fiscal measures introduced in 2019 raised household income growth in some countries, including several economies in Central Europe. Overall, the improvement in the labour market continued to boost consumption in the EU. By contrast, in the United States the deceleration of consumption explained half of the slowdown in output growth in 2019.

6. In the absence of inflationary pressures and faced with softening economic activity, monetary authorities have loosened monetary policy further. In the second half of 2019, the US Federal Reserve lowered the target range for the federal funds rate by 75 basis points (bps) and slashed it by 150 bps in the first months of 2020. In the euro area, interest rates were pushed further into negative territory and the European Central Bank (ECB) restarted in November 2019 net asset purchases, to be maintained for as long as necessary. Since mid-2019, the rates in the Russian Federation have showed gradual but steady decline, still remaining positive at the 4.25% level. The euro continued the slide against the dollar initiated in 2018, in a context of growing political risks, trade tensions and unfavourable interest rate differentials. However, the trend reversed in 2020, as relative economic prospects were reassessed. Lower commodity prices have translated into exchange rate pressures in several EECCA economies in 2020 (graph 1).

Graph 1

Major currencies used to trade forest products indexed against the US dollar, January 2019–June 2020



Note: A diminishing index value indicates a weakening of the currency value against the US dollar; an increasing index value indicates a strengthening of the currency value against the US dollar.

Source: International Monetary Fund (IMF Data), 2020.

7. The economic outlook appears highly uncertain, as there is no clarity regarding the duration of the pandemic, its spread and the possible need for further restrictive measures. Economic activity has bounced from very depressed levels after mobility restrictions were eased, supported by significant policy stimulus. However, the recovery from this low point will be insufficient to prevent a deep output contraction in the region in 2020, even if a new wave of infections in the second half of the year is avoided. The COVID-19 crisis threatens to leave a long-lasting legacy, resulting in economic disruption and increased unemployment. While the actions of monetary authorities have contributed to stabilise financial markets, further financial turmoil cannot be excluded, with negative implications on access to finance by corporates and funding costs. Net productive investment, which was already weak before the crisis, is likely to decline further, thus darkening the medium-term growth outlook. The possibility that the transition period after the United Kingdom left the EU could end without an agreement on a future trading relationship cannot be completely ruled out yet, clouding further economic prospects.

B. Policy and regulatory developments affecting the forest products sector

8. The Government of the Russian Federation initiated amendments to their forest legislation in 2020 in order to ensure roundwood chain of custody through a digital platform. The amendments also encourage investments. Information on forest protection and restoration, as well as a record of wood and timber product transactions will be registered in the unified state digital platform. The Russian Government increased the minimum investment required for priority projects in forest development from 300 million roubles (\$3.75 million) up to 2 billion roubles for modernization (\$25 million), and up to 3 billion roubles (\$37.5 million) for greenfield projects. Control over fulfilment of investors' obligations was enhanced. Starting in September 2020, 45 million ha of non-fertile agricultural lands became eligible for use as forest plantations.

9. In April 2020, the Government of the Russian Federation started a programme to assist in purchases of wooden houses by providing banks with support for consumer loans of up to 350,000 rubles (\$4,375). In anticipation of this change, the number of applications for the construction of wooden houses increased by 30% compared to the same period in 2019. Lending for wooden houses will be supported under a standard mortgage. The desire of city dwellers to escape from COVID-19 exposure and the related constraints fueled the sales of houses and construction of new ones. The housing construction programme in Russia provides for the annual commissioning of at least 40 million square meters of low-rise housing. At least 20% of residential, social and cultural facilities has been targeted by the Government to be built with wood.

10. The policy focus in the European subregion was on climate change and circular economy, in the EECCA legal and sustainable harvesting of forests and the increased use of wood for construction as a big topic, while trade disagreements dominated policy topics on forest products in North America.

11. The urgency to address climate change continues to be evidenced in policy and private sector commitments. As of April 2020, 45 national jurisdictions worldwide have implemented a carbon pricing initiative, either through taxes on fossil fuels or through cap-and-trade programs. As of June 2020, 237 companies across 44 countries and representing over \$3.6 trillion in market cap have committed to ambitious emissions reduction targets.

12. Climate action is at the heart of the European Green Deal, with 25% of the EU budget dedicated to climate action that was presented by the European Commission in December 2019. The program is an integral part of this Commission's strategy to implement the United Nations' 2030 Agenda and the sustainable development goals. Some of the following parts of the climate action may be particularly relevant to forests and forest products (i) EU Emissions Trading System (EU ETS) to reduce greenhouse gas emissions from the power sector, industry and flights within the EU, (ii) National targets for sectors outside emissions trading, such as transport, buildings and agriculture, (iii) Ensuring our forests and land contribute to the fight against climate change and (iv) Boosting energy efficiency, renewable energy and governance of EU countries' energy and climate policies.

13. On 4 November 2020, in Russia the Federal Act on the reduction of greenhouse gas emissions came into force.

14. A significant proportion of the budget dedicated to climate action will be invested in biodiversity and nature-based solutions. The presented biodiversity strategy highlights the following key commitments for nature protection by 2030 (i) Legally protect a minimum of 30% of the EU's land area and 30% of the EU's sea area and integrate ecological corridors, as part of a true Trans-European Nature Network (ii) Strictly protect at least a third of the EU's protected areas, including all remaining EU primary and old-growth forests and (iii) Effectively manage all protected areas, defining clear conservation objectives and measures, and monitoring them appropriately.

15. The European Council recognized the need for a new EU forest strategy to further strengthen the consistency and coherence of EU forest-related policies after 2020. Key objectives of the New EU Forest Strategy will be effective afforestation, forest preservation and restoration in the EU so as to increase the potential of forests to absorb and store CO₂, promote the bio-economy and reduce the impact and the extent of fires, while protecting biodiversity. The strategy will cover the whole forest cycle and promote the numerous ecological and socio-economic services forests provide.

16. The European sub-region, particularly central Europe, has seen several mass outbreaks of *Ips typographus* (spruce bark beetle) infestations since 1970, which ranged from as little as about 2 million m³, 1971 to 1980; to as much as 14.5 million m³ from 2002-2010. These are dwarfed by the current outbreak, which has exceeded 200 million m³ and appears to be continuing in 2020.

17. Salvage volume, as a result of beetle infestation, exceeded 50 million m³ in 2018 (mostly spruce). The epidemic worsened in 2019, with salvage almost double the 2018 level. Preliminary estimates for 2020 indicate that beetle salvage volumes will exceed the level of 2019. During COVID-19, global demand for wood products remained strong, thus there should be opportunity to export both logs and products. However, the shelf life of these logs is estimated at less than two years, thus it is likely that not all of it will be salvaged.

18. In the long-term, this epidemic will have negative consequences on future harvest volumes. However, the short-term result of the beetle infestation is an overabundance of industrial roundwood at depressed prices because of the glut (which has provided abundant and low-cost raw materials for sawmills). Information given at the Market Discussions suggest that in central Europe roadside prices for spruce sawlogs fell from 84€ in 2014 to 57€ in 2019. In 2019 the region exported more than 6 million m³ of the salvaged spruce to China, often shipped in what would have been shipping containers returned to China empty. Czechia and Germany are now significant industrial roundwood exporting countries.

19. In the west of the US, fires damaged vast areas of forests, with about 70% of the burned area on timberlands owned by the US government. Salvage operations will impact local markets for logs, as private forest owners are already engaged in salvaging the burned timber. The US government supplies a minor component of the roundwood used by mills and because of their federal law and National Environmental Policy Act (NEPA) in conjunction with management objectives, faces more challenges in salvaging the timber before it degrades and becomes unprofitable to harvest. Even if there was a concerted effort to try to salvage as much of this timber as possible, it is doubtful that enough logging contractors could be mobilized.

20. Both the beetle epidemic and fires are, at least in part, the result of climate change and past and current forest management practices. A changing climate and silvicultural practices that are out of sync with nature have both played a role in increasing the severity of these events. The problem is of global scale and will require global solutions.

21. Member states mentioned that they were actively supporting the forest sector with aid in regards to the beetle epidemic and effects of the COVID-19 response.

22. The area of certified forests worldwide reached 430 million ha by mid-2019. This is an increase by 1.4% over mid-2018 and slightly below the level of mid-2017. The area of double certified forests increased to 93 million ha (+8%) in mid-2019. Initial data on forest

area certified may have reached the highest level on record by mid-2020. This can only be confirmed once information on double-certified forest area becomes available.

23. The United States-Mexico-Canada Agreement known as the USMCA came into effect on 1 July 2020. The USMCA replaces NAFTA which expired 30 June 2020. An analysis prepared by the International Trade Center (USITC) estimates that USMCA would raise U.S. real GDP by \$68.2 billion (0.35 percent) and U.S. employment by 176,000 jobs (0.12 percent). The analysis also found that the environment chapter of the agreement references clean technologies as a means of improving environmental and economic performance and the role that forests play in carbon storage but is otherwise minimalistic on greenhouse gas emissions and climate change mitigation.

24. The US Department of Agriculture's (USDA) Animal and Plant Health Inspection Service (APHIS) announced the implementation of phase six of the Lacey Act enforcement schedule, which will go into effect on 1 October 2020. First enacted in 1900, the Lacey Act combats trafficking in illegal wildlife, fish, or plants. The Food, Conservation, and Energy Act of 2008 amended the Lacey Act to provide that importers submit a declaration at the time of importation for certain products. APHIS ensures compliance with the declaration requirement and products requiring a declaration have been phased-in since enforcement began in 2009. The additional products covered under the phase six enforcement schedule include certain essential oils (cedarwood, sandalwood, etc.), wood cases and trunks, oriented strand board (OSB), boxes, crates, pallets, and musical instruments.

25. The USDA Forest Service is revising its NEPA regulations that govern environmental analysis and decision making for the agency, including forest management and harvesting activities. The USDA Forest Service last updated its NEPA regulations in 2008, and the proposed rule is intended to allow for timelier decisions based on high quality, science-based analysis and to improve project implementation while meeting environmental responsibilities.

II. Summary of regional and subregional markets for key forest products

A. Wood raw materials

26. The total consumption of roundwood – comprising logs for industrial uses and fuel – in the ECE region was estimated at 1.4 billion m³ in 2019, the first decrease after six consecutive years of increase. The apparent consumption of logs for industrial purposes was down by 3.2%, to 1.16 billion m³, although this was still 7.5% higher than in 2015. Of the total volume of roundwood harvested in the ECE region in 2019, about 18% (260 million m³) was used for fuel, a decrease of 3.7 million m³ (-1.4%) compared with 2018.

27. Countries in the ECE region are important in the global wood supply, contributing 60% of the total; seven countries in the region are in the top ten of industrial-roundwood-exporting countries globally. Czechia became the world's third-largest exporter of industrial roundwood in 2019, exporting 13.9 million m³ of coniferous roundwood. The US dropped to sixth position.

28. Russian log exports have been in decline for more than a decade. In 2006, the country exported a record 37 million m³ of softwood logs, but this had dropped to just 7.2 million m³ by 2019, which was 35% lower than in 2018. This trend is of a long-term nature, as the Government of Russia is consistently taking measures to stimulate domestic processing and consumption of wood.

29. The biggest increases in European log production in the last two years were in Czechia (up by 50% from 2017, to 25.5 million m³ in 2019) and Germany (up by 23% from 2017, to 53 million m³ in 2019). The increase, which was due to the salvage logging of trees affected by bark beetle, was consumed by domestic industries as well as by forest product manufacturers in neighbouring countries and China.

30. Within Europe, the major log flows in 2019 were from Czechia to Austria and Germany; from Norway to Sweden; from Poland to Germany; and from Germany to Austria.

31. By far the biggest beneficiary of the log surplus in Europe in 2019 was China, which shifted its log sourcing from North America and the Russian Federation to Oceania and Europe. China's log imports from Europe increased 20-fold between 2017 and 2019. In contrast, its import volume from the US dropped by 80% in less than two years – from 1.5 million m³ in the third quarter of 2018 to 0.32 million m³ in the first quarter of 2020.

32. China is by far the world's biggest importer of industrial roundwood, and its import volume increased further in 2019. China imported four times more industrial roundwood in 2019 than the other nine countries in the top ten extra-regional importers combined.

33. Data supplied by UNECE member States (all data are year over year) indicate that removals of industrial roundwood will decrease in the UNECE region by 1.0% in 2020 and 0.7% in 2021. Subregionally, the forecast is for Europe to decline by 2.3% in 2020 and grow by 1.5% in 2021; EECCA to increase by 0.2% in 2020 and 0.5% in 2021; and North America to shrink by 0.6% in 2020 and 2.6% in 2021.

B. Sawnwood

34. The three ECE subregions recorded mixed results in the consumption of sawn softwood in 2019: modest declines were recorded in Europe (-1.8%) and North America (-2.7%) and were offset by a gain in Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia (EECCA) (+5.3%). The production of sawn softwood was also mixed: Europe recorded a small gain (+0.6%); the EECCA increased by 3.2%; while North America was lower (-3.9%).

35. In Europe, lower demand and higher production meant sawn softwood exports increased in volume (+3.4%) as ample supplies of low-cost spruce-bark beetle timber allowed central European as well as Scandinavian regions to expand output and exports. The volume of European sawn softwood exports increased to 55.6 million m³ in 2019, but average export prices per m³ decreased by 9.8%.

36. The EECCA subregion produced 48.7 million m³ of sawn softwood in 2019 (+3.2% over 2018). EECCA sawn softwood exports amounted to 37.4 million m³ in 2019 (+1.7%).

37. North American sawn softwood output was 101.6 million m³ in 2019 (-3.9% over 2018). Exports dropped significantly (-7.7%) to 30.0 million m³, with the U.S. recording a drop of 20.1% (-581,000 m³) while Canada was lower by 6.5% (-1.9 million m³). North America imports declined to 25.2 million m³ (-4.1%).

38. Sawn hardwood consumption and production were also mixed in the ECE region, despite good economic conditions in most of the region in 2019.

39. The ECE region is a net exporter of sawn hardwood, with only the European subregion exporting less than they import. Apparent consumption went up by 10% in Europe and 30% in the EECCA. However, consumption in North America was flat albeit at a level that is much higher than Europe and the EECCA combined.

40. European hardwood lumber production grew by 2.1% in 2019, to 14.4 million m³, with consumption growing to over 15 million m³. In the EECCA, sawn hardwood production increased by 3.2%, to 4.2 million m³, and consumption at 1.9 million m³. North American sawn hardwood consumption was flat in 2019 at 20.8 million m³, and production edged lower (-2.1%) to 23.4 million m³.

41. China continued to dominate imports of temperate and tropical sawnwood in 2019, with imports of over 38 million m³ (\$8.6 billion). ECE region countries dominate global exports of sawnwood, with Canada and Russia far and away the global leaders.

42. The biggest suppliers of tropical sawnwood to the ECE region are Thailand and Malaysia, both of which have experienced reduced production in 2019, which will likely continue into 2020.

43. Data supplied by UNECE member States (all data are year over year) indicate that the production of sawnwood will decrease in the UNECE region at an annual rate of 1.6% in 2020 and increase 1.2% in 2021. Subregionally, the forecast is for Europe to decline by 1.6% in 2020 and increase by 3.2% in 2021; EECCA to increase by 2.4% in 2020 and 2.8% in 2021; and North America to shrink by 3.1% in 2020 and 1.5% in 2021.

C. Wood-based panels

44. In general, 2019 was mixed for the wood-based panel sector in the ECE region. Overall, panel production declined slightly (down by 0.7%) in the ECE region while apparent consumption was down by 1.5%, despite relatively good economic growth. The consumption of structural panels (plywood and OSB) was down by 4.0% in 2019 whereas the consumption of non-structural panels increased by 0.2%.

45. Total wood-based panel consumption in Europe decreased by 0.8% to 76.4 million m³ in 2019. Apparent consumption of structural panels was weak in Europe (-3.4%). Due to a decrease in imports (-1.6%) and increase in exports (+1.9%) production only decreased by -1.4%. Non-structural panel consumption in Europe remained stable with slight reduction of production (-0.8%) due to decreased export (-1.4%).

46. The apparent consumption of wood-based panels increased by 0.6% in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia in 2019, to 21.3 million m³. Production increased by 1.1% in 2019, to 26.2 million m³. The Russian Federation's production of wood-based panels was 17.6 million m³, an increase of 1.3% over 2018.

47. Apparent consumption of wood-based panels in North America fell by 3.1% in 2019, largely attributable to the US trade actions which caused the value of US and Canadian panel exports to fall by 9.7% and 21.9%, respectively. Production capacity increased by 1%, while capacity utilization in North American structural panel industry decreased from 78% in 2018 to 75% in 2019.

48. As in previous years, Indonesia and Malaysia were the dominant tropical plywood exporters in 2019, together supplying over 71% of world exports.

49. Data supplied by UNECE member States (all data are year over year) indicate that the production of wood-based panels will decrease in the UNECE region at an annual rate of 3.8% in 2020 and increase by 4.4% in 2021. Subregionally, the forecast is for Europe to decline by 3.1% in 2020 and grow by 3.4% in 2021; EECCA to decrease by 6.8% in 2020 and increase by 10.9% in 2021; and North America to shrink by 1.4% in 2020 and 2.4% in 2021.

D. Paper, paperboard and woodpulp

50. The global pulp, paper and paperboard industry experienced general weakness in 2019 compared with 2018 (when pulp prices reached record levels and paperboard demand was strong). The production of graphic paper declined due to closures and reduced consumption, the result of increased electronic communication. In contrast, growth continued in the consumption of sanitary and household papers, certain paperboard products and specialty papers, and pulps, including fluff and dissolving.

51. Prices for printing and writing papers and newsprint fell in EECCA in 2019 due to weaker demand, but prices for paperboard and tissue were relatively stable. Prices for market pulp fell considerably in 2019 after a rapid rise in 2018.

52. The production of graphic papers declined throughout the ECE region in 2019 – by 7.1% in Europe, 0.2% in EECCA and 11.2% in North America. Apparent consumption also fell in the three subregions – by 7.1% in Europe, 10.4% in EECCA and 10.7% in North America.

53. The apparent consumption of packaging material in 2019 fell in Europe (by 2.8%, the first decline since 2011) and North America (by 1.7%, the first drop since 2013); on the other hand, it increased by 2.4% in EECCA.

54. Data supplied by UNECE member States (all data are year over year) indicate the production of paper and paperboard will decline in the UNECE region by 2.7% in 2020 and 1.8% in 2021. Subregionally, the forecast is for paper and paperboard production to decline in Europe by 4.6% in 2020 and remain steady (+0.2%) in 2021; increase in the EECCA by 1.0% in 2020 and by 1.6% in 2021; and North America to decrease by 1.1% in 2020 and 4.3% in 2021.

E. Wood energy

55. Traditional wood energy continues to play a major role in the ECE region. Production is reported to have decreased slightly (by 5 million m³), resulting in 270 million m³ of fuelwood harvested and consumed in the ECE region in 2019. Traditional fuelwood is often traded in informal markets and officially reported volumes are considered underestimates by many experts. In some countries officially reported volumes may only cover 1/3 of the real market.

56. Modern wood-based fuels, namely wood pellets for industrial purposes (electricity and combined heat and power) and in private households (for heat generation) are steadily on the rise. The ECE region is the epicentre of production and consumption of wood pellets. Globally, 80% of the pellets are produced in the ECE region and 90% of global exports originate from ECE countries.

57. In 2019, 36.7 million tonnes of pellets were produced in the ECE region (+8.8%) with Europe being the sub-region with by far the biggest consumption while North America confirmed its leading position as the number one exporter of wood pellets worldwide.

58. The EECCA subregion has had the largest increases in annual production (the Russian Federation 14% and Belarus 36%).

59. The main driver of increased demand and international trade are renewable energy policies that aim to reduce the share of fossil fuels in the national energy mix. Japan and the Netherlands are two countries where policy has boosted wood pellet demand in 2019. In Russia, measures are being developed to convert municipal district-heating systems to use wood-based fuels.

60. Viet Nam is the only country outside the ECE region with a significant production of wood pellets and may soon become the second most important exporter of pellets worldwide. South Korea and Japan are the only two countries outside the ECE region with significant imports of wood pellets.

61. Data supplied by UNECE member States (all data are year over year) indicate the production of wood pellets will decrease in the UNECE region by 2.5% in 2020 and increase by 2.7% in 2021. Subregionally, the forecast is for wood pellets production to grow in Europe by 2.6% in 2020 and by 5.0% in 2021; increase in the EECCA by 2.0% in 2020 and 7.7% in 2021; and North America to shrink by 9.2% in 2020 and 1.5% in 2021.

F. Value-added wood products

62. Value-added wood products could be described as primary wood products that have been further processed into secondary products such as furniture, builders' joinery and carpentry (BJC), profiled wood, and engineered wood products (EWPs). Demand is linked to drivers such as economic growth, housing and construction, fashion and design, and demographics.

63. BJC comprises a wide array of wood products, including wooden windows and doors; pre-assembled wooden flooring; posts and beams; shakes and shingles; and EWPs, which include I-beams (also called I-joists); finger-jointed sawnwood; glulam (sawnwood glued into beams); laminated veneer lumber (LVL); and mass timber panels (MLP), including cross-laminated timber. Profiled wood is wood shaped by machines, such as mouldings, tongue-and-groove, and lap siding.

64. Despite relatively good economic growth and otherwise favourable conditions, 2019 was a mediocre year for most value-added wood products, such as furniture, BJC and profiled wood. The first half of 2020 has been better for many value-added wood products than most analysts would have predicted.

65. Cross-laminated timber production and demand continued to grow at an amazing pace. Global production capacity for 2020 is estimated to be 2.8 million m³, of which 48% is in Europe, 43% in North America, 6% in Oceania, and 3% in Asia (South America and Africa have trace amounts of production). Germany, Austria and Switzerland, Italy and Czechia continue to be the epicentre of global CLT production with an estimated production of 920,000 m³ in 2019.

66. As for the CLT production in the EECCA countries, a plant in the Ukraine has recently been constructed and is now operative. Several projects have been announced in Russian Federation, the first of which (50,000 m³ capacity) has started production. By 2022, all the necessary regulatory and technical base for the mass construction of pre-fabricated homes in Russia will be prepared, which will increase the domestic demand for sawn timber. There are a wide variety of products called “mass timber panels” under production in North America, including CLT. As of late 2018, ten mass timber panel manufacturing plants were in operation in North America (five in Canada and five in the US), with a combined annual production of about 400,000 m³. As of year-end 2019, 14 plants were currently producing mass timber panels in North America, with a further three under construction. The current operational capacity of these plants is 910,000 m³ but over half of this production is industrial matting (platforms for heavy equipment). Thus, the operational capacity of mass timber panels for use in buildings in North America in 2019 was about 439,000 m³ and is expected to increase by another 62,000 m³ in 2020.

67. The COVID-19 pandemic will have an impact on 2020 and 2021 market developments, with a general perception that most segments of the value-added wood products sector will see a falling off before things start to improve later in 2021.
